

PACTE D'AMITIE ET DE COLLABORATION CORDIALE ENTRE L'ITALIE ET LA ROUMANIE (SIGNE A ROME, LE 16 SEPTEMBRE 1926)

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi de Roumanie, animés du désir de resserrer toujours davantage les liens d'amitié qui existent entre les deux pays,

Soucieux d'assurer la paix générale et la sécurité de leurs peuples et de consolider la stabilité politique nécessaire au relèvement moral et économique de l'Europe,

Résolus à cet effet de soutenir l'ordre juridique et politique international,

Désireux de donner à leurs peuples des garanties complémentaires, dans le cadre du pacte de la Société des Nations,

S'inspirant aux principes établis par le Traité de Locarno,

Sont tombés d'accord pour stipuler le présent Pacte d'amitié et de collaboration cordiale, conséquence naturelle de l'amitié existant entre les deux royaumes et de leurs intérêts mutuels, et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence le Chevalier Benito Mussolini, chef du gouvernement, premier ministre secrétaire d'Etat, ministre secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères;

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

Son Excellence le général Alexandre Averescu, président du Conseil des ministres;

Lesquels, après avoir pris connaissance de leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à se prêter leur appui mutuel et leur collaboration cordiale pour le maintien de l'ordre international, ainsi que pour le respect et l'exécution des obligations stipulées dans les traités dont elles sont signataires.

Article 2.

Au cas de complications internationales, et si les Hautes Parties contractantes tombent d'accord que leurs intérêts communs sont ou pourront être menacés, elles s'engagent à se concerter sur les mesures à prendre en commun pour les sauvegarder.

Article 3.

Au cas où la sécurité et les intérêts d'une des Hautes Parties contractantes seraient menacés par suite d'incursions violentes provenant du dehors, l'autre s'engage à lui prêter par son concours bienveillant son appui politique, dans le but de contribuer à faire disparaître la cause extérieure de ces menaces.

Article 4.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation ou d'arbitrage les questions qui viendraient à les diviser ou qui n'auraient pu être résolues par les procédés diplomatiques ordinaires.

Les modalités de cette procédure de règlement pacifique formeront l'objet d'une convention particulière, qui sera conclue dans le plus bref délai.

Article 5.

Le présent traité aura la durée de cinq années et il pourra être dénoncé ou renouvelé un an avant son expiration.

Article 6.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Rome.

Il entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications. En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé, en double original, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Rome, le seize septembre mil neuf cent vingt-six.

Pour l'Italie:

(L. S.) Benito Mussolini.

Pour la Roumanie:

(L. S.) Général Averescu.

Protocole.

En se référant au Pacte d'amitié et collaboration cordiale, qui a été signé en date d'aujourd'hui, et désireux de resserrer davantage les liens économiques qui existent entre l'Italie et la Roumanie, le Gouvernement royal d'Italie et le Gouvernement royal de Roumanie ont décidé de procéder à la nomination d'une Commission mixte chargée d'étudier les moyens pratiques pour atteindre ce but.

Rome, le seize septembre mil neuf cent vingt-six.

Pour l'Italie:

(L. S.) Benito Mussolini.

Pour la Roumanie:

(L. S.) Général Averescu.

Copie certifiée conforme:

Rome, le 20 octobre 1927 - V^e.

Grandi.

[Quelle: Bruns, Viktor (Hrsg.): Politische Verträge. Eine Sammlung von Urkunden. Bd. 1, Berlin 1936, S. 199-201.]